

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration : 145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10^e)
C. C. Postal : JOULIN Robert, 5561-76 Paris.

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

ABONNEMENTS : France et Colonies : 6 mois, 140 fr. ; 1 an, 280 fr.
Autres pays : 6 mois 190 fr. ; 1 an, 380 fr.

AVEZ-VOUS VU LES SOUCOUPES VOLANTES ?

(Les journaux)

Si nous parlions plutôt des assiettes vides ?

Quand aurons-nous un 19 juillet EUROPÉEN ?

FRANCO Phistrion sanglant

Le sanglant phistrion qui domine l'Espagne vient de jouer une nouvelle comédie. Il s'est fait nommer, par plébiscite, régent d'Espagne. Le voilà donc au pouvoir avec un masque légal. Suivant l'exemple de Staline, de Hitler et de Mussolini, de tous les dictateurs qu'ils soient, il a préparé et gagné cette apparente manifestation de la volonté populaire.

Un seul exemple suffira à prouver la loyauté du procédé. On a compté, à Madrid, 1.100.000 électeurs. Or Madrid n'a que ce nombre d'habitants, y compris les mineurs, qui ne votent pas, et qui représentent au moins quarante pour cent de la population.

Quand on sait les moyens de pression dont disposent les dictatures, les menaces qui pèsent sur les opposants, la suggestion unilatérale exercée sur les hésitants, la démagogie employée et les falsifications, on ne s'étonne pas des résultats annoncés. Mais on peut s'en étonner quand on sait que les monarchistes, qui sont encore nombreux, les républicains et les socialistes et l'Union Générale des Travailleurs, les anarchistes avec la Confédération nationale du Travail ont voté contre la dictature, ou se sont abstenus.

Le bouffon sanguinaire, qui a conquis son pays sur un million de cadavres, a, encore une fois ga-

LE PROBLÈME DE L'UNITÉ européenne n'est soluble que par voie de RÉVOLUTION

L'ACTUALITE pose, comme conditions de la paix, la déchéance du système économique actuel, l'abandon des souverainetés nationales-militaires et la mise au rancart de toute idéologie religieuse, politique, scientifique ou technologique.

● L'unique voie de réalisation apparaît dans la socialisation par la base et dans la construction d'un fédéralisme libertaire des producteurs et consommateurs, solutions spécifiquement anarchistes.

● Une première étape de la nécessaire prise de conscience est fournie par l'échec de la rencontre des Quatre Grands, et par la naissance d'un mouvement international pour la Fédération des Peuples européens.

● L'incapacité de la Conférence de Paris à résoudre le problème de la reconstruction écono-

mique dans l'ordre étatique et capitaliste exigé des travailleurs européens et américains une attitude énergique pour saisir le contrôle des échanges internationaux.

● L'application des secours à l'Europe doit être orientée par l'action directe des principaux intéressés : les masses populaires en proie chez nous à la misère, et menacées ailleurs par le chômage.

● Nous publions ci-après comme documents, les résolutions émanant de la Conférence de Montrouge, deuxième rencontre pour les Etats-Unis d'Europe dont l'initiative émane du travailisme anglais. Ces positions, entachées d'illusions réformatrices, nous paraissent cependant évoluer vers celles (*) que Bakouine avait déjà définies il y a quatre-vingts ans, et qui restent fondamentalement les nôtres.

* Voir le Libertaire du 26 juin dernier.

RÉSOLUTION GÉNÉRALE DE LA CONFÉRENCE POUR LES ÉTATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE tenue à Paris, les 21 et 22 juin 1947

A Conférence pour les États-Unis socialistes d'Europe, consciente que les objectifs qu'elle se propose ne constituent pas l'indispensable et première étape vers les États-Unis socialistes du Monde, adresse son salut fraternel aux travailleurs du monde entier particulièrement des U.S.A., de l'U.R.S.S. et de l'Europe, et les convie à mener la lutte pour le renversement de toutes les forces d'oppression et de réaction.

ELLE DÉCLARE :

1^o Que l'Europe, à moins de vouloir consacrer sa propre division, n'est pas concevable sans la totalité des peuples qui constituent sa communauté historique. En conséquence, elle inclut les territoires européens placés sous influence soviétique, et qui formeront l'indispensable trait d'union avec l'U.R.S.S.

2^o Que dans une première étape, et compte tenu des circonstances actuelles, ce pays européen, mi-asiatique ne peut être inséré dans le cadre qui devrait se fixer.

L'Europe socialiste et démocratique de demain :

1^o Que le transfert des souverainetés nationales à un organisme fédéral simple pour mettre fin au chaos politique et économique de l'Europe. Elle se propose aux socialistes, aux syndicalistes, aux fédéralistes, aux travaillistes et à une façon plus générale aux partisans de tout mouvement de structures politiques, économiques et sociales pour lutter ensemble et par tous les moyens contre le principe anarchique des souverainetés nationales, générateur de haine, de misère et de guerre.

2^o Son opposition résolue à toute forme d'étatisme totalitaire. Aux institutions bureaucratiques, donc oppressives, elle oppose les socialisations à base démocratique remettant entre les mains des travailleurs manuels, techniques et intellectuels les clés de l'économie :

3^o Que l'offre faite par le général Marshall d'aide à l'Europe correspond pour celle-ci à un besoin vital, mais ne constitue pas un facteur de paix qui s'elle n'est accompagnée d'aucune forme, avouée ou non, d'assujettissement politique et économique.

Le plan de relèvement de l'Europe ne peut être conçu et réalisé que par les Européens eux-mêmes liés sur une base internationale avec la masse des travailleurs qui constitue l'élément moteur de cette reconstruction.

GAUCHE... DROITE...

Mais le prolétariat ne marche plus !

L'E régime se défend avec des moyens qui n'ont même pas l'avantage de l'originalité.

Que l'opposition grandisse, que le mécontentement populaire menace d'explorer que le gouvernement se débatte dans d'insolubles contradictions, et voilà que le Ministre de l'Intérieur — un socialiste bien entendu — découvre un complot terrifiant, ressuscite la chouannerie, désigne une nouvelle cagoule d'un doigt vengeur.

Pour conserver une teinte démocratique que chaque mesure économique démontre, pour apparaître comme un moindre mal, le gouvernement Ramadier dresse le croquemitaine de la réaction.

Manœuvre cousue de fil blanc qui ne dupe personne. Les paysans du comté de Vulpian secouent la tête et déclarent aux journalistes accourus : « Ça ne peut pas être sérieux, not' maître est ben trop bête ».

Certes, les menées factieuses existent, le réseau de l'amiral Auphan n'est pas un mythe, les organisations paramilitaires se montent et s'arment, des sommes importantes sont mises à la disposition de groupes d'aventuriers et d'agités. Mais la question est de savoir si là est le danger essentiel.

Nous voyons là au contraire un signe de faiblesse de la grande bourgeoisie et l'indice certain du désarroi des classes moyennes. Ces réseaux, ces organisations et ces groupes ne possèdent aucune base ouvrière, et en dépit de la décomposition des services répressifs : police et armée, dont des fractions importantes participeraient ou se rallieraient à un coup de force d'extrême-droite, il est évident que la réaction ouvrière, se manifestant par une grève générale et la création de comités de défense et de combat, aurait aisément raison de pareille tentative.

Mais cette riposte décisive ne peut venir que d'une classe ouvrière consciente, combattive, entraînée, habituée à lutter soit pour la défense d'un régime qu'elle juge avantageux, soit pour la création d'une société nouvelle dont elle devine la possibilité et dont elle formerait l'ossature sociale.

Or, la classe ouvrière se lasse chaque jour davantage de l'action des ministères hétérogènes qui la maintiennent dans l'insécurité et la misère. Elle a de moins en moins confiance en une IV^e République qui conserve toutes les tares de la III^e, avec l'abandon en moins.

Le véritable danger donc, c'est de voir la classe ouvrière déprimée demeurer sans sursaut devant un coup de force d'extrême-droite, parce que la lutte incessante menée contre elle par les gouvernements qui ont défilé depuis la Libération l'aura usée.

Comment demander à une classe ouvrière de se dresser contre un putsch vichyste ou gaulliste, en défense d'un système qui trouve des milliards pour les guerres coloniales, pour une armée inutile, pour des dépenses somptuaires,

lutte quotidienne des masses laborieuses. Ne pas s'isoler sous prétexte de pureté et de perfection, mais au contraire se mêler à tous les mouvements de masse pour les éclairer et les rendre conscients.

C'est pourquoi, dans notre combat syndical, nous participons à la création de syndicats ouvriers là où la bureaucratie politique de la C.G.T. empêche la libre détermination de l'action ouvrière par les travailleurs eux-mêmes, mais c'est pourquoi aussi nous luttons pour demeurer au sein des groupements syndicaux où la confrontation des idées est encore possible, où la démocratie ouvrière subsiste, même localement, comme dans le livre, chez les instituteurs, etc...

(Suite Page 2)



Un peuple entier accepte l'exil plutôt que de subir la servitude. Son sort a préfiguré celui des millions de déracinés fuyant le fascisme et la guerre. Notre devoir, à tous est, de le rétablir sur le sol d'une Espagne libre, de l'Espagne « C.N.T.-F.A.I. ».

ÉVENTUALITÉS

I. — LES GRÈVES

Le tract « Silence aux Manœuvres », que nous avons lancé il y a trois semaines, au moment où le parti communiste essayait d'entraîner les masses ouvrières à une action politique, montrait l'esprit d'initiative et la rapidité des réflexes de notre organisation.

Nous revendiquons — à juste titre — la paternité spirituelle des grèves qui ont donné, depuis trois mois, un renouveau à l'agitation ouvrière, à l'action revendicative.

Nous dénonçons la manœuvre du parti stalinien consistant à s'emparer, en cours de route, des mouvements qu'il n'avait pu faire avorter et de les utiliser pour obtenir sa rentrée au Gouvernement.

Enfin, nous invitons les travailleurs à accentuer les mots d'ordre revendicatifs (au détriment des mots d'ordre politiques) vers des réalisations révolutionnaires, d'abord en généralisant la grève, puis en lui donnant la signification d'une grève contre le régime.

Essayons maintenant d'expliquer clairement nos positions.

GRÈVES POLITIQUES ET GRÈVES REVENDICATIVES

Devons-nous participer à une grève, même si nous ne sommes pas d'accord avec son orientation première, même si elle est lancée pour des buts politiques ?

La F. A. répond, sans hésitation : il faut, avant toute chose, être présent. Nous devons être, non pas aux côtés des politiciens, mais aux côtés des exploités en lutte. S'ils se trompent, s'ils sont trompés, à nous de le leur démontrer en cours d'action. C'est justement par notre présence que nous pouvons contribuer à généraliser les données de la conscience ouvrière pour donner à la lutte une nouvelle orientation.

Nous devons être dans les grèves, où notre rôle sera :

1) D'être les plus dynamiques, les plus dévoués, d'être le système nerveux de la grève. Ainsi seulement nous acquerrons l'influence qui nous permettra de développer nos points de vue ;

2) De dénoncer les mobiles politiques pour porter l'accent sur des préoccupations économiques révolutionnaires. Ainsi, il nous faut la manœuvre stalinienne, dont le but est l'entrée au gouvernement ; dénoncer l'inutilité, au plus haut point, des manifestations platoniques. Pour commencer, faire prévaloir les mots d'ordre d'augmentation horaire et d'échelle mobile sur les mots d'ordre rétrogrades de primes au rendement.

VERS LES GRÈVES PERMANENTES

Les grèves partielles ont-elles une utilité ?

Ne sont-elles pas dangereuses même, dans la mesure où elles émeuvent la combativité des travailleurs et par là font qu'ils ne peuvent procurer que des avantages précaires et non généralisables ?

Nous répliquons à cela que les grèves, même partielles, et même si elles ne sont pas toujours victorieuses, valent mieux que l'inaction, que l'apathe que nous avons connue pendant des années.

Quant aux « avantages » obtenus, il est certain que l'ensemble de la classe ouvrière participe à leur financement par les impôts et l'augmentation du coût de la vie. Mais il est non moins certain que la bourgeoisie et principalement l'Etat y perdent également, s'affaiblissent économiquement et politiquement.

Et vérité, il faut parler non pas « d'avantages à conquérir » (mais de « défense du niveau de vie ») ; et cette défense doit se faire, pied à pied, jusqu'à démonstration complète de la faillite du régime. C'est dire que nous entrons dans une période de grèves à répétition (nous négligeons ici les périodes d'accalmie, d'apparente stabilisation qui peuvent durer au plus quelques mois). Précédant les salaires, le coût de la vie monte sans cesse et démontre ainsi les immanentes contradictions du régime. Le paternalisme gouvernemental est peu à peu mis en déroute dans les esprits et

GRÈVES GESTIONNAIRES ET GREVE EXPROPRIATRICE

La généralisation de la grève ne peut être pour nous le moyen seulement de vaincre pour obtenir les satisfactions immédiates et passagères. Il faut démontrer aux travailleurs qu'une telle conception est égoïste, insuffisante, voire fatale.

Nous devons donner un sens plus révolutionnaire en répandant l'idée de l'exploitation de la production par les travailleurs eux-mêmes (ouvriers, techniciens, employés), sans le Patronat, sans l'Etat et donc contre le Patronat, contre l'Etat.

Doit-on alors préconiser la grève gestionnaire dans le cadre de l'Etat capitaliste ?

Si elle veut être vraiment socialiste, pression économique.

Il faut donc préconiser la grève expropriatrice qui doit se prolonger en gestion intégrale socialiste. Cela nous entend, pour ne pas en être réduit à la simple grève gestionnaire passagère, la généralisation rapide, en quelques jours. Et cela signifie la Révolution sociale.

C'est cela, incontestablement, que doit viser la propagande de la F. A. ainsi que l'a suggéré son dernier Conseil International. C'est à l'heure actuelle, la seule possibilité révolutionnaire. Il nous faudra, dans des circonstances favorables, qui peuvent se produire, l'influence, le dynamisme et la rigueur de pensée nécessaire.

FONTAINE.

Une conséquence désastreuse des pseudo-nationalisations : La réquisition

Travailleurs, nous vous l'avons dit : la nationalisation qui n'est pas une socialisation, mais un rachat par l'Etat réactionnaire, avec les impôts que vous payez (54 % des recettes de l'Etat sont fournis par l'impôt sur le salaire), aboutissant à la toute-puissance de l'Etat.

L'Etat espère vous tenir à sa merci en préparant contre vous la REQUISITION.

Par les nationalisations, vous avez quitté un patron pour un autre patron : l'Etat — beaucoup plus puissant, mieux armé et qui cherche à vous interdire la grève parce que vous êtes au service de la « nation » !

Qui vous emploie, qui vous exploite ? C'est l'Etat — et non la « Nation ».

Car vous êtes mal payés, alors que la Nation paie très cher. Vous savez ce que signifie un gouvernement socialiste : la voie ouverte à la réquisition, au travail forcé, au fascisme.

PROBLES INTERNATIONELS
organisation internationale
de l'Internationale

Nos précurseurs
BÉBÉDOCT
ANARCHISTE
Dom Deschamps
(1716-1774)

Quelques films italiens

III
MATS pour que l'Internationale, ainsi organisée de bas en haut, devienne une force réelle...

peut avoir d'autre but que la suppression des Etats. Pour que tous les membres de l'Internationale puissent remplir consciencieusement leur double rôle...

DANS son Tableau de la Philosophie française, Jean Wahl, après avoir exploré les sources de la doctrine de Rousseau de Condillac...

L'EVENEMENT cinématographique actuel dominant est, sans doute, le sensationnelle révélation du nouveau cinéma italien.

1° L'émancipation du travail doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.
2° Les efforts des travailleurs pour conquérir leur émancipation ne doivent pas être constitués de nouveaux privilèges, mais d'établir pour tous des hommes vivant sur la terre des droits et des devoirs égaux...

On alloune-nous ? C'est une question angoissante en effet. Car devant une époque comme la nôtre, il faut savoir que l'humanité risque de retomber chaque jour par le trou de la trappe...

Le parti communiste affirme avec éclat qu'une Dictature sociale de liberté et de justice, de vigilance républicaine pour défendre ces vieilles institutions démocratiques...

LA DICTATURE HÉRÉDITAIRE
Le parti communiste affirme avec éclat qu'une Dictature sociale de liberté et de justice, de vigilance républicaine pour défendre ces vieilles institutions démocratiques...

L'Etat et l'exécution d'Argentine

Nous avons insisté, à plusieurs reprises, et nous insistons encore car on ne le fera jamais assez, sur les dangers que présente l'Etat. Au fond, cette interprétation ne nous est pas exclusive. Elle rejoint celle de beaucoup d'autres hommes...

LE COIN DES JEUNES ou ans-nous ?

UTIONNAIRE qui supprime à peu les quelques lignes qui nous restent ? Ou bien devrions-nous accepter de plein cœur la fameuse « dictature du prolétariat » ? Le capitalisme d'Etat, qui au pouvoir économique...

Il est indiscutable que Péron est un facteur important de la politique américaine. C'est pourquoi, dans son réalisme machiavélique, Staline l'a reconnu en réhabilitant le premier les relations avec le régime de Péron...

Le catalogue, couvert du « faux sein des belles Américaines », où se retrouvent les noms de Max Ernst, Miro, Tanguy, Donati, Gorki, Delandage, Lam, Bouvet, Serpant, Tamaud, Seigle, Brauer, Herold, Matta, Toyen, Heisler, Bakine, nous précède qui le visiteur, après avoir gravi « wing » et une marches-magiques-circulaires, pénètre dans les salles d'exposition, représentées symboliquement par des tableaux de plume, et parcourt un labyrinthe meublé de douze alcôves consacrées aux mythiques surréalistes pour parfaire son initiation.

La Voix des Champs
LES SPLENDEURS DE LA PROPRIÉTÉ
à un prix qui n'était pas rentable, les paysans l'ont donné aux cochons.
Il nous manque aujourd'hui.
En l'occurrence les « profits » paysans, c'est-à-dire les propriétaires, n'envisageraient jamais une action concertée pour conserver au « droit de consommation » sa faculté de manger du pain.

